

# Etats généraux de la société écologique du post-urbain

<https://www.post-urbain.org/>  
EG-posturbain@protonmail.com

## Synthèse des ateliers du 16 décembre 2020

Copil EGPU (Guillaume Faburel, Mathilde Girault, Benoît Monange, Daphné Vialan-Cochet)

### *1/ Organisations participantes*

Cap Habitat Coopératif, Colibris, Désobéissance Ecolo Paris, Décroissance Occitanie / Aderoc, Habicoop AURA, Hameaux Légers, Initiatives pour une agriculture citoyenne et territoriale, Institut Momentum, Institut pour l'écologie sociale et les communalismes, L'Archipel du Vivant, Localos, Maison commune de la décroissance, Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne, Réseau des Territorialistes, REseau National des Espaces-Test Agricoles, Réseau TIDDAS, Terre de liens.

### *2/ Présentation*

Partant de plusieurs enjeux à l'origine même des Etats généraux<sup>1</sup>, **six thématiques de réflexion** ont été collectivement définies en novembre 2020 puis approfondies en décembre 2020 **dans le cadre d'ateliers en groupe de 5 à 8 organisations**. Chaque atelier, d'une durée de 40 minutes, a été systématiquement rythmé par **trois séries de question** :

- En quoi cet enjeu est-il essentiel ? Pourquoi parler de cela dans la perspective d'une société écologique ?
- Sur quoi sommes-nous d'accord fondamentalement concernant le constat ? Quelles questions restent à traiter et quel débat doit-on avoir sur ce thème ?
- Quelles sont les ressources à notre disposition pour traiter de ces enjeux ? Que nous manque-t-il en termes de personnes, d'outils, de productions écrites et d'initiatives ?

**Il en ressort synthétiquement.**

### *3/ Synthèse des six thématiques d'intérêt*

*3.1 Rupture anthropologique (causes profondes du désamour des grandes villes) : questionner les modes de vie et préparer l'exode<sup>2</sup>*

L'enjeu essentiel autour de la rupture anthropologique est le **désastre imposé par la grande ville** (« *artificialisation de la biosphère* », « *anti-vivant* »), de même qu'un sentiment unanime d'**incapacité** interne aux grandes agglomérations à toute résilience environnementale.

Cette incapacité implique trois causes collectivement admises : l'urbain ne serait pas seulement une réalité morphologique mais renverrait à un **mode de vie** très ancré,

---

<sup>1</sup> Départ des grandes villes et installation dans les campagnes, modèles socio-écologiques de la relocalisation et de l'autonomie, sensibilisation à la désurbanisation et savoir-faire de la terre, polycentrisme politique et cadre démocratique, acteurs, métiers et outils au service du ménagement...

<sup>2</sup> Participants : Jean-Christophe Anna de l'Archipel du vivant, Florence Benoît de l'Institut pour l'écologie sociale et les communalismes, Roger Dumont d'Habicoop AURA, Loriane Ferreira et Raphaël Lhomme du Réseau des Territorialistes, Jean-Yves Pineau des Localos

l'impuissance individuelle est grandissante dans les grandes villes, et une **construction urbaine des visions politiques de l'avenir** avec des pensées politiques encore étalonnées sur les devenirs urbains.

Sur cette compréhension partagée de l'enjeu et de ses causes, une ligne de partage apparaît. Les ruralités d'aujourd'hui ne constitueraient pas pour autant la panacée, puisque urbain et rural sont deux réalités produites par le même stade industriel du capital. De même, le local, lui-même souvent avancé comme échelle idoine pour refaire corps avec le vivant, ne devrait selon certain.e.s pas être le seul référentiel géographique de la réinstallation, **d'autres échelles de représentation et d'intervention** devant être aussi mobilisées.

C'est notamment pour tenir compte de ces vigilances quant à la rupture anthropologique engagée que quelques sujets sont apparus devoir être rapidement approfondis :

- les **effets sociaux et écologiques des ruralités** telles qu'elles existent ce jour (assignation sociale, dépendance mobilitaire au pétrole, dépendance énergétique des logements...),
- la **taille limite des groupements humains** au regard des écosystèmes d'accueil,
- les **formes sociales et démocratiques** du post-urbain.

Il s'agirait par de tels approfondissements d'éviter de déplacer les modes de vie urbains dans les espaces du post-urbain, **en accompagnant les exodes** appelés à être massifs, notamment en interconnectant les acteurs et réseaux de l'alternative (éco-lieux et éco-villages, fermes bio et coopératives, ZAD et écoles alternatives, recycleries/ressourceries, et monnaies locales...), le tout afin de construire **un récit désirable d'une société écologique post-urbaine** et dans le même temps de déconstruire les croyances et repères à l'aune de besoins réels et d'expériences concrètes.

*Ressources à apporter ou construire sur la rupture anthropologique :*

- *Témoignages de personnes ayant quitté la ville pour des manières d'habiter écologiques*
- *Réflexions de l'Institut d'écologie sociale et communalisme*  
<http://institutecologiesociale.fr/>

### *3.2 Transformation écologique (vecteurs et conditions de réalisation de la déconcentration métropolitaine) : sobriété et convivialité, autonomie et démocratie<sup>3</sup>*

Le constat partagé a été double : hypercéphalie urbaine et son **caractère écologiquement et socialement destructeur, descente énergétique** (disparition de « l'énergie facile »). L'enjeu essentiel en découlant est d'imaginer un système moins productiviste visant la sobriété par l'autonomie (cf. Outil pour les villes des Greniers d'Abondance).

Pour cela, un accord d'objectif se dessine clairement : il s'agirait de repenser de manière transversale **notre abondance et les besoins artificiels** (« *De quoi ai-je besoin vraiment ?* »), et ce faisant quelques **valeurs collectives** (« *Quelles valeurs défendons-nous ?* »), notamment dans nos rapports au travail et pour la convivialité.

---

<sup>3</sup> Participants : Aude Vidal d'InPACT, Michel Lepasant de la Maison commune de la décroissance, Fanny Ehl et Isabelle Favre du Réseau des Territorialistes, Freddy le Saux de Terre de liens, Raphaëlle de Désobéissance Ecolo Paris, Grace Almeida du réseau TIDDAS

A cette fin, les EGPU doivent permettre l'organisation interdépendante de **réseaux de villages autosuffisants, articulés à des petites villes jusqu'à des villes moyennes**, en posant les questions encore en friche quant aux tailles écologiques et sociales, et aux nouvelles formes d'échange (non capitalistes).

Par cette mise en réseau et les questions posées, la transition écologique apparaît donc d'abord être une transformation démocratique (cf. la mobilisation des GJ), qui requiert également d'investir dans l'éducation, la formation, pour l'émancipation. Des ressources sont à trouver en la matière. Ce serait le seul moyen plausible pour peut-être atténuer le choc de l'effondrement civilisationnel.

### *3.3 La question sociologique (conditions de l'accueil digne des plus défavorisés dans le respect des cultures populaires et de leurs écologies) : promouvoir l'écologie populaire<sup>4</sup>*

L'enjeu premier sur ce thème est la nécessité de ne pas destiner la démarche des EGPU à la seule classe moyenne de plus en plus désabusée. C'est même, dans le champ du social, l'enjeu premier sur le plan des valeurs. Toute société écologique doit s'engager dans la **construction d'une société inclusive**, fondée sur la **coopération** et avec une **diversité de liens**. Tout ceci pour faire face aux dominations et injustices multiples que la démarche pourrait accroître s'il elle n'était pas vigilante.

Une fois cet enjeu posé et partagé, plusieurs accords se déclinent, et notamment que la société métropolitaine crée des injustices croissantes, dont les premières victimes sont les plus précaires, notamment d'un point de vue écologique. Or, c'est aussi dans cette précarité que se vit une écologie, une sobriété, qui parfois subie, est aussi parfois choisie et revendiquée. Les EGPU doivent **mettre en valeur cette écologie populaire** (et non pas une écologie bourgeoise). Toutefois, il conviendra :

- de ne pas tomber dans le **mythe du « bon pauvre »** car cet horizon de la sobriété n'est pas partagé par tou.te.s,
- de prendre en compte les **précaires de la ruralité** et pas seulement ceux de la bétonnisation,
- de trouver une **posture juste et d'humilité** pour éviter l'écueil de la reproduction des dominations.

Se posent alors des questions non traitées et des débats à ouvrir, sur les conditions de l'aliénation par le travail (qu'il soit salarié ou agricole), ou encore sur la mobilisation plus active de ces populations précaires dans la démarche des EGPU.

*Ici, des expériences pourraient être approfondies, et des ressources mobilisées :*

- *qu'elles soient internationales (zapatistes au Mexique, les sans-terre au Brésil, le modèle uruguayen des coopératives par entraide...),*
- *ou nationales (communautés Emmaus, assemblées des gilets jaunes...),*
- *avec une attention particulière au logement, pour laquelle le sujet des habitats simples et peu coûteux, de l'autoproduction/construction sont apparues comme prioritaires.*

---

<sup>4</sup> Participants : Camille Duchemin de Hameaux Légers, Maële Giard et Fabian Lévêque du Réseau des Territorialistes, Vincent Jannot de Terre de liens, Valérie Morel de Cap Habitat Coopératif, Christian Sunt de Décroissance Occitanie / Aderoc, Vincent Tardieu des Colibris

### *3.4 L'installation périphérique (capacités d'insertion sociale et économique et clivages potentiels) : représentations des cultures de l'accueil et potentiels d'implantation résidentielle<sup>5</sup>*

Penser les conditions de l'installation dans les périphéries se pose au premier chef de manière partagée. Tout d'abord, s'il existe des **politiques d'accueil** mises en place depuis des décennies, elles ne peuvent être reprises dans la situation actuelle. Elles ne prennent pas en compte la radicalité des enjeux écologiques et urbains. Il y a là sans nul doute **des visions de l'écologie et des récits de l'effondrement** à mettre en débat. Plus encore, il y a déconstruire dans ce domaine de l'installation quelques représentations, qu'il s'agisse de la **prétendue supériorité de l'urbain pour la solidarité et l'insertion** (idéalisation propre au mantra urbain) **ou de la représentation d'abondance facile dans les espaces ruraux** (toujours depuis les chimères de l'urbain).

Pour penser cet enjeu et ses visées de mise en débat, des questions demeurent à traiter :

- la première est celle des **ressources nécessaires et disponibles** pour l'action concrète d'installation,
- la deuxième, qui en découle, est alors celle des **cultures mêmes de l'accueil** (plus que des seules conditions de réalisation),
- dans le prolongement, la troisième concerne l'accès des milieux ruraux pour les **populations fragiles** (faibles revenus, LGBT, populations racisées...),
- la quatrième implique la **question foncière**, mais autant sous l'angle de l'accès à l'habitat pour le dit accueil qu'à celui de sols cultivables.

*Deux des premières productions sur ce thème pourraient être :*

- *une cartographie des logements inoccupés (résidences secondaires, logements vides...), notamment à partir des recensements des Localos et de Halem,*
- *mais également une première géographie des territoires d'accueil (sur la base notamment du recensement/Mindmap de l'Archipel du vivant, ainsi que de la carte des alternatives concrètes).*

### *3.5 Ressources et pratiques (accès aux ressources et renouvellement des pratiques, accompagnement des néo-paysans et revalorisation des savoir-faire) : diffuser de nouveaux modèles alternatifs et développer une culture de la terre<sup>6</sup>*

L'enjeu premier partagé est assez logiquement celui de la terre, pour laquelle il conviendrait de considérer en priorité les **règles d'attribution selon les besoins**, par exemple dans l'esprit de la « sécurité sociale de l'alimentation » (Ingénieurs sans frontières Agrista, Confédération Paysanne, Miramap... <https://securite-sociale-alimentation.org/>), ainsi que les fonctions nourricières, avec la promotion plus large d'**autres régimes alimentaires** (- de viande et de produits issus des animaux par exemple... cf. outil Parcel de Terre de liens)

---

<sup>5</sup> Grace Almeida du réseau TIDDAS, Jean-Christophe Anna de l'Archipel du vivant, Camille Duchemin de Hameaux Légers, Loriane Ferreira du Réseau des Territorialistes, Valérie Morel de Cap Habitat Coopératif, Raphaëlle de Désobéissance Ecolo Paris, Jean-Yves Pineau des Localos

<sup>6</sup> Freddy le Saux de Terre de liens, Aude Vidal d'InPACT, Michel Lepesant de la Maison commune de la décroissance, Fanny Ehl, Isabelle Favre et Fabian Lévêque du Réseau des Territorialistes, Agnès Sinaï de l'Institut Momentum

Dans ce registre d'enjeux partagés, des **modèles alternatifs** existent, de même que des **outils pour accompagner** l'installation de néo-paysans. L'intérêt premier des EGPU seraient de les faire connaître (cf. Terre de liens : outil Objectif Terre) car bien des obstacles restent à lever malgré le fait qu'entre un tiers et la moitié des nouvelles installations se font en bio.

Plusieurs questions ont ainsi été soulevées :

- Quels seraient les modèles alternatifs de propriété foncière pour permettre les nouvelles installations ? Et comment intervenir sur l'**affectation actuelle des ressources foncières**, fort peu orientée vers les pratiques alternatives ? Pourquoi ne pas développer le **mécénat citoyen** pour multiplier les initiatives de terrain ? Pourquoi ne pas subvertir les formes actuelles de propriété pour recréer des **communs** ?
- Comment coordonner l'ensemble des initiatives pour sortir du seul essaimage ? Par une structure à une **échelle plus large** que simplement le local ? Comment orienter l'élaboration des politiques locales et impliquer l'ensemble des citoyens d'un territoire ? Peut-on imaginer **investir les arènes officielles** pour les détourner et ainsi orienter la transition plutôt que de laisser ceux qui en font un mauvais usage se les accaparer ?
- Comment **susciter des vocations** ? Par la réforme de **l'enseignement agricole** tel qu'il existe actuellement et/ou par **le compagnonnage** fort peu valorisé ? Pourquoi ne pas développer les **fermes-école ou les espaces-test** ?
- Comment changer les imaginaires sociaux de la terre, et dedans les conceptions au sujet de la **paysannerie** ? Comment mettre en débat la baisse nécessaire des niveaux de vie ? Pourquoi ne pas développer la fonction des **animateurs paysans** pour accompagner les nouveaux entrants et limiter le besoin de salariés lors des nouvelles installations ?

### *3.6 Action démocratique (modalités et cadres pour la relocalisation et le ménagement) : autonomie d'action, organisation en confédération, rapport aux institutions<sup>7</sup>*

Cet enjeu est là aussi apparu premier et unanimement partagé, avec pour explication principale que si le système métropolitain et sa démocratie sont malades il s'agit surtout de refaire politique en situation de limites biotiques, et pour cela de mettre en œuvre une puissance d'agir instituant, autour de l'autonomie (qui n'est pas une autarcie et qui requiert de s'auto-définir). Le projet de société écologique passe alors par des **modes coopératifs de construction politique**, avec l'ensemble des entités du vivant, et la nécessité du faire « communauté », considérant que de nouvelles formes politiques s'inventent à **l'échelle micro**, qu'elles sont le fer de lance et le terreau pour un changement de paradigme politique, et qu'il est plus qu'impérieux de sortir d'une vision étatiste centralisée

Les grandes questions restant à traiter sont là aussi d'envergure.

- Quels **gestes politiques** développer en vue de cette puissance d'agir (grève des impôts, sécurité sociale alimentaire...) ? Quel rôle dès lors donner aux institutions ? Peut-on croire renouvellement des formes d'action politique ?

---

<sup>7</sup> Florence Benoît de l'Institut pour l'écologie sociale et les communalismes, Roger Dumont d'Habicoop AURA, Maële Giard et Raphaël Lhomme du Réseau des Territorialistes, Vincent Jannot de Terre de liens, Christian Sunt de Décroissance Occitanie / Aderoc, Vincent Tardieu des Colibris

- Comment sortir du centralisme pour assurer un passage d'échelles qui ne soit pas dans une logique ingénieurial d'emboîtement descendant mais plutôt une **intégration agile**, autour peut-être d'un confédéralisme ? Quelles **postures et formes de gouvernance** dès lors créer ?
- Comment redonner du sens à la **relocalisation** alors qu'elle est soluble dans le capitalisme ? Comment éviter un modèle universalisant pour réellement faire droit aux **singularités locales** ? Peut-on articuler les trois échelles du privé, du social et du politique ?

*Des ressources sont à exploiter en vue de définir modalités et cadres de cette action collective instituante :*

- *Les données émanant de la Coopérative Oasis sur les éco-lieux, de l'agora des Colibris, du réseau InPact,*
- *Sur le plan théorique, le communalisme de Bookchin, et les ressources sur le confédéralisme autogestionnaire et les biorégions.*